

Unité bidépartementale Eure Orne  
1 avenue du Maréchal Foch  
CS 50021  
27000 Évreux

Évreux, le 10/06/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/05/2024

### Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LAFARGE GRANULATS**

14-16 boulevard Garibaldi  
92130 Issy-les-Moulineaux

Références : UBDEO.ECD.2024.06.186  
Code AIOT : 0005800403

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/05/2024 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS implanté Route de la ferme blanche Muids et Daubeuf 27430 Daubeuf-près-Vatteville. L'inspection a été annoncée le 05/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAFARGE GRANULATS
- Route de la ferme blanche Muids et Daubeuf 27430 Daubeuf-près-Vatteville
- Code AIOT : 0005800403
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une carrière qui extrait, à sec, des alluvions anciennes (tout-venant) déposées sur les

hautes terrasses des boucles de la Seine. Il est autorisé par arrêté préfectoral du 25 mars 2019.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

#### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 1.5	Sans objet
2	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 01/01/2000, article R.512-39-1	Sans objet
3	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 3.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Globalement, le site est bien tenu. L'exploitant a suivi les recommandations émises lors de la précédente visite d'inspection du 14 avril 2023.

En ce qui concerne la présente inspection, l'inspection des installations classées n'a constaté aucune non-conformité.

Le plan de surveillance des retombées de poussières doit continuer à être suivi rigoureusement comme c'est le cas actuellement. L'exploitant met en œuvre des nouvelles mesures pour tenter de comprendre les résultats surprenants de la jauge E au lieu-dit Aumare, notamment par la mise en place d'une seconde jauge, la jauge G, à proximité.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 1.5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Renouvellement des garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Lors de la précédente visite d'inspection du 14 avril 2023, il avait été demandé à l'exploitant de fournir de nouvelles garanties financières pour le montant de 3 089 833 euros. Ce fait était susceptible de suite si la demande n'était pas respectée.
<b>Constats :</b>  Par courriel en date du 20 octobre 2023, l'exploitant a fourni le justificatif de constitution des garanties financières, couvrant la période de septembre 2023 à septembre 2025, conforme à l'attendu.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2000, article R.512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cessation partielle
<b>Prescription contrôlée :</b>  R.512-39-1 I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie

au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

#### **Constats :**

Par lettre en date du 23 mai 2023, l'exploitant a notifié à monsieur le préfet de l'Eure la cessation d'activité de la zone "ouest" de 68 ha.

Il a fait appel au bureau d'étude certifié Setec Hydratec pour faire attester de la mise en conformité du site.

Par courriel en date du 4 juillet 2023, l'exploitant a envoyé les trois attestations requises (Sécur, Mémoire et Travaux), ainsi que les conclusions de l'entreprise certifiée : *"Le réaménagement du site apparaît conforme aux prescriptions établies"*. La zone ouest ne fait plus partie des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ainsi, le site de Muids Daubeuf est maintenant constitué de la partie "est" et de la partie "nord".

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 3 : Prévention de la pollution atmosphérique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des émissions de poussières

#### **Prescription contrôlée :**

Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour que l'installation ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité. Ainsi l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien de la carrière de manière à limiter les émissions et la propagation de poussières et respecter les objectifs de qualité définis en application de l'arrêté Ministériel du 22 septembre 1994 modifié :

En application de l'arrêté Ministériel du 22 septembre 1994 modifié, un plan de surveillance des retombées de poussières est mis en œuvre. Ce plan de surveillance prévoit notamment :

- l'utilisation de « jauges Owen »

- un suivi en continu, soit une fréquence mensuelle de mesure d'une durée de 1 mois,
  - l'implantation d'une station météo sur la carrière (enregistrement, vent, T°C, pluviométrie,...),
  - au moins 15 points de mesure dont un est situé sur le hameau d' Aumare,
  - l'identification de la nature (minérales ou végétale) ainsi que de la granulométrie des poussières
- En application de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 l'objectif à atteindre est de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

Les résultats des mesures de retombées de poussières et du filmage en continu des zones exploitées sont présentées lors des réunions de la Commission Locale de Concertation et de Suivi. Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Les produits brûlés sont identifiés en qualité et en quantité.

### **Constats :**

Lors de la précédente visite d'inspection du 14 avril 2023, il avait été noté les points suivants :

1) un empoussièrement plus important que la moyenne au point de mesure C (au nord-est de la zone nord et au nord de la zone est) aux mois d'avril et mai 2022. Le rapport indiquait la présence d'une eau marron et trouble au sein de la jauge. Cet empoussièrement diminuait ensuite mais était plus important que les premiers mois de 2022. L'exploitant avait alors indiqué la proximité immédiate d'une ferme qui a repris son activité agricole depuis un an ;

2) un empoussièrement plus important que la moyenne au point E (lieu-dit Aumare, le point le plus au nord du site), à partir du mois de septembre 2022 jusqu'à fin 2022. Le rapport indiquait une eau marron et/ou des fientes d'oiseaux dans la jauge correspondante. La part organique était quasi nulle aux mois de novembre et décembre : l'empoussièrement constaté à la jauge était constitué de matières minérales. Les vents dominants étaient de sens SE, soit globalement en direction du point E mais surtout en direction du point F (à Daubeuf), qui, lui, ne recensait pas de dépassement. L'exploitant avait ensuite indiqué que l'empoussièrement était revenu à un niveau inférieur pour les mois de janvier et février 2023.

Il avait alors été demandé à l'exploitant de recenser également les périodes et zones des campagnes de découverte qui sont susceptibles de générer plus de poussières, ainsi que de recenser la production mensuelle, pour étudier une éventuelle corrélation entre découverte, production et empoussièrement.

Par courriel en date du 20 octobre 2023, l'exploitant a fourni un fichier de suivi des poussières. La production mensuelle ainsi que la présence de terrassements sont maintenant indiqués. L'exploitation de ces données ne permet pas d'établir de nette corrélation entre production, terrassement et augmentation de l'empoussièrement.

Par ailleurs, lors de la commission locale de concertation et de suivi (CLCS) du 12 décembre 2023, la surveillance des émissions de poussières avait été discutée, des membres de cette commission s'inquiétant des résultats proches de la limite de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante, notamment au point E (situé à Aumare). La société Lafarge a indiqué qu'elle se questionnait beaucoup, car d'une part ce point est situé à plus de 1,7 km de la zone de travail, qu'il n'est pas sous les vents dominants et d'autre part, que ce point de mesure est souvent dégradé (jauge à terre, matériel détérioré, vandalisme...). Des plaintes ont été déposées par la société Lafarge en gendarmerie en raison des dégradations constatées.

Il a été mis en place une jauge intermédiaire en mai 2023 à Daubeuf entre la zone de travail et le

hameau de Aumare : la jauge G. Les résultats de cette jauge intermédiaire ne reflètent pas une surexposition aux poussières.

Malgré tout, la jauge E présente toujours des résultats plus élevés comparés aux autres jauges du secteur.

En fin d'année 2023, une nouvelle jauge, la jauge H, située à proximité de la jauge E, a également été mise en place au Hameau de Aumare, chez un particulier. La jauge H montre un empoussièrement nettement inférieur à la jauge E, ce qui est plutôt rassurant et pourrait indiquer que la jauge E n'est pas représentative.

Le passage de deux roues soulevant de la poussière sur le chemin sur lequel se trouve la jauge E a été évoqué le jour de l'inspection.

Des analyses granulométriques ont été faites sur les jauges C et E, indiquant que 92,5% des particules sont supérieures à 10 micronmètres. Une analyse de la silice cristalline a été faite sur les jauges E et H en 2023. L'exploitant indique que les unités de mesures étant différentes entre les résultats des analyses sur jauge et les mesures sur le personnel (santé humaine), il n'y a pas de corrélation directe possible.

Par ailleurs, le jour de la visite, l'inspection a demandé les derniers résultats d'analyse de silice cristalline (nota : compétence relevant de l'inspection du travail), effectué sur le chauffeur et le rondier. Les résultats montrent le respect des VLEP (valeur limite d'exposition professionnelle) et une conformité à la réglementation.

L'exploitant a transmis début 2024 les éléments à l'association de surveillance de la qualité de l'air Atmo Normandie pour les informer et disposer d'un avis d'expert.

Par réponse en date du 21 février 2024, Atmo Normandie n'a pas été en mesure de fournir une analyse immédiate des résultats. L'association indique qu'elle peut émettre un avis sur le protocole de surveillance des émissions de poussières mais pas sur les résultats. Elle mentionne que des investigations complémentaires sont nécessaires sans expliciter lesquelles. Elle indique également que la mesure des poussières sédimentables est peu développée dans leur programme à ce jour, et ne pourra être faite avant 2025 dans tous les cas.

La société Lafarge a indiqué qu'elle continuait son programme de surveillance incluant les nouvelles jauges, et qu'elle recontacterait éventuellement Atmo Normandie si les résultats sur les jauges G et H ne sont pas conformes à la réglementation.

L'inspection s'est rendue sur les emplacements des jauges E, F, G, H.

L'inspection a pu parler avec la propriétaire du terrain sur lequel la jauge H a été installée. Elle a accepté d'avoir une jauge sur son terrain car elle était inquiète des résultats de la jauge E à proximité. En effet, les deux jauges sont situées à flanc de coteaux sur la ligne d'horizon, avec une visibilité de la zone d'extraction (pas d'obstacles aux éventuelles poussières provenant de la zone d'extraction). Les résultats sont plutôt rassurants pour la jauge H mais n'expliquent pas les résultats élevés de la jauge E.

Sur le site de la jauge G, l'inspection a constaté que le montant de la jauge était mal étiqueté puisqu'il indiquait "jauge 7". L'exploitant a appelé la société SGS qui a confirmé une erreur d'étiquetage (le numéro 7 n'existe plus sur le plan de surveillance). Par courriel en date du 23 mai 2024, l'exploitant a envoyé des photos montrant le changement dans le nom de la jauge, qui est désormais appelée "jauge G".

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La société Lafarge doit poursuivre ses investigations concernant les incohérences constatées au niveau des résultats de surveillance des retombées de poussières dans l'environnement de ses installations. Les résultats de surveillance seront transmis à l'inspection des installations classées accompagnés de l'analyse de l'exploitant et des éventuelles actions engagées.

**Type de suites proposées :** Sans suite